

**Décision n°2013 -...0.0.0.2.1.5...../ARCEP/SG/DGSN  
portant modification de la décision n°2013-  
000141/ARCEP/SG/DGSN portant sur l'ouverture d'un  
numéro 80 00 11 87 attribué à l'Inspection Générale des  
Finances.**

**LE PRESIDENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DES  
COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET DES POSTES (ARCEP)**

-----

- VU la Constitution ;
- VU le décret n°2012-1038/PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le décret n°2013-002/PRES/PM du 02 janvier 2013 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;
- Vu le décret n° 2012-588/PRES/PM/SGG-CM du 12 juillet 2012 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU l'acte additionnel A/SA 1/01/07 de la CEDEAO du 19 janvier 2007 relatif à l'harmonisation des politiques et du cadre réglementaire du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) ;
- Vu l'acte additionnel A/SA 2/01/07 de la CEDEAO du 19 janvier 2007 relatif à l'accès et à l'interconnexion des réseaux et services du secteur des technologies de l'information et de la communication ;
- Vu l'acte additionnel A/SA 3/01/07 de la CEDEAO du 19 janvier 2007 relatif au régime juridique applicable aux opérateurs et fournisseurs de services ;
- Vu l'acte additionnel A/SA 4/01/07 de la CEDEAO du 19 janvier 2007 relatif à la gestion de la numérotation ;
- Vu l'acte additionnel A/SA/ 5/01/07 de la CEDEAO du 19 janvier 2007 relatif à la gestion du spectre des fréquences radioélectriques ;
- Vu l'acte additionnel A/SA/ 6/01/07 de la CEDEAO du 19 janvier 2007 relatif à l'accès universel / service universel ;
- Vu la directive N° 01/2006/CM/UEMOA du 23 mars 2006 relative à l'harmonisation des politiques de contrôle et de régulation du secteur des télécommunications ;
- Vu la directive N° 02/2006/CM/UEMOA du 23 mars 2006 relative à l'harmonisation des régimes applicables aux opérateurs de réseaux et fournisseurs de services ;
- Vu la directive N° 03/2006/CM/UEMOA du 23 mars 2006 relative à l'interconnexion des réseaux et services de télécommunications ;
- Vu la directive N° 04/2006/CM/UEMOA du 23 mars 2006 relative au service universel et aux obligations de performance du réseau ;
- Vu la directive N° 05/2006/CM/UEMOA du 23 mars 2006 relative à l'harmonisation de la tarification des services de télécommunications ;

- Vu le décret n°2009-346/PRES/PM/MPTIC du 25 mai 2009 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Communications électroniques ;
- Vu le décret n°2009-614/PRES/PM/MCE/MEF du 12 août 2009 portant nomination des membres du Conseil de Régulation ;
- Vu le décret n°2009-615/PRES/PM/MCE/MEF du 12 août 2009 portant nomination du Président du Conseil de Régulation ;
- Vu la lettre du 27 février 2013 de l'**Inspecteur Général des Finances** demandant l'attribution d'un numéro vert pour le comité anti-corruption de l'**Inspection Générale des Finances**;

## D E C I D E

**Article 1 :** L'article 1 de la décision n°2013-000141/ARCEP/SG/DGSN portant attribution sur l'ouverture d'un numéro vert (80 00 11 51) attribué à l'**Inspection Générale des Finances** du 18 juin 2013 est modifiée comme suit :

Au lieu de :

**Article 1 :** Le numéro **80 00 11 51** destiné au comité anti-corruption de l'**Inspection Générale des Finances** est ouvert.

Lire :

**Article 1 :** Le numéro **80 00 11 87** destiné au comité anti-corruption de l'**Inspection Générale des Finances** est ouvert.

**Article 2 :** En application des dispositions de l'article 95 de la loi n° 061-2008/AN du 27 novembre 2008, le numéro attribué à l'article 1 ci-dessus ne peut devenir la propriété de l'**Inspection Générale des Finances** et ne peut faire l'objet de transfert qu'après accord de l'ARCEP.

**Article 3 :** Tout appel sur ce numéro est gratuit pour l'appelant mais l'utilisation est facturée par l'opérateur à son détenteur.

**Article 4 :** L'**Inspection Générale des Finances**, adresse à l'ARCEP au plus tard le 31 décembre de chaque année, un rapport sur l'utilisation effective de ce numéro.

**Article 5 :** Le Directeur de la Gestion du Spectre et de la Numérotation est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au journal officiel du Burkina Faso.

Ouagadougou, le **04 DEC 2013**

AMPLIATIONS :

- ONATEL SA
- Airtel Burkina Faso S.A
- Telecel Faso
- J.O
- Chrono



**Mathurin BAKO**

*Officier de l'Ordre National*